



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ECD/24/3
modifiant l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018 autorisant la société
Aménagements Terrassements et Carrières (ATC) à prolonger la durée
d'exploitation et la remise en état de la carrière
sur la commune de Alizay, lieu-dit « la Chaussée »**

Le préfet de l'Eure

VU

le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

le décret du 20 juillet 2022 du Président de la République nommant Monsieur Simon BABRE, préfet de l'Eure,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-05 du 4 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières,

l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018, autorisant la société Aménagements Terrassements et Carrières (ATC) à exploiter une carrière sur la commune de Alizay, au lieu-dit « La Chaussée »,

le dossier de demande de modification et de prolongation de la carrière, déposée le 20 décembre 2023,

le rapport de l'inspecteur des installations classées du 15 janvier 2024,

le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 9 janvier 2024 à la connaissance du demandeur, sans observation en retour, en date du 10 janvier 2024,

CONSIDÉRANT

que l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018 autorise l'exploitation d'une carrière sur la commune de Alizay pendant 6 ans, jusqu'au 11 juin 2024,

que la demande en date du 20 décembre 2023 consiste en la prolongation de deux ans de la durée de la carrière soit jusqu'au 31 mai 2026, en la modification temporaire du phasage de remblaiement afin de pouvoir sécuriser le front Est soumis au sous-cavage ainsi qu'à la mise en place d'une solution favorable pérenne à l'accueil des hirondelles de rivage (espèce protégée) dont une colonie importante a été observée sur le site ;

que le GONm (Association pour la connaissance et la sauvegarde des oiseaux dans leurs milieux en Normandie) a émis des recommandations relatives à la mise en place d'une palissade, en date du 29 octobre 2023,

que la société ATC détient la maîtrise foncière des terrains concernés en tant que propriétaire,

que par lettre en date du 15 décembre 2023, le maire d'Alizay a émis un avis favorable concernant la prolongation de deux ans ainsi que sur la modification du réaménagement,

que la demande de prolongation sollicitée par la société ATC n'entraîne pas de modification des seuils de la nomenclature ICPE, ni d'augmentation des capacités d'exploitation visées dans l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018,

que cette demande de prolongation ne modifie pas l'emprise autorisée de la carrière,

que la société ATC a constitué des garanties financières jusqu'au 30 juin 2026 et qu'elles sont ainsi constituées jusqu'à la fin de la prolongation de fonctionnement, soit jusqu'au 31 mai 2026,

que cette demande de prolongation n'est pas considérée comme une modification substantielle, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,

que conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire qu'elle juge nécessaire et que, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, les prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires.

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure

ARRÊTE

Article premier

La société Aménagements Terrassements et Carrières est tenue de respecter, pour la carrière de Alizay au lieu-dit « La Chaussée », les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018 sont complétées ou remplacées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Prolongation de la durée de l'autorisation

Le chapitre 1.4 « Durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018 est remplacé par :

*« La durée de l'autorisation est **accordée jusqu'au 31 mai 2026**. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.*

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du livre V du Code du patrimoine. »

Article 3 – Modification provisoire du phasage de remblaiement

La société ATC est autorisée à modifier temporairement le phasage de remblaiement : remblayage en phase 4 afin d'épauler le front Est sur une bande de 15 m de large avec des matériaux extérieurs inertes et afin de créer une palissade sur le front nord-est pour accueillir les hirondelles de rivage, dont les caractéristiques sont définies à l'article 4 du présent arrêté.

Une fois ces travaux effectués, le phasage de remblaiement reprend l'ordre suivant : phase 2, phase 3 puis phase 4.

Ce mur artificiel destiné aux hirondelles de rivage sera prêt au plus tard le 10 avril, de manière à recevoir les hirondelles de rivage dès leur retour en Normandie. Le front de l'ancienne colonie (front est) est cassé afin que les oiseaux ne soient pas tentés de s'y installer à nouveau.

Si des contraintes météorologiques empêchaient la mise en place du mur artificiels et/ou le remblaiement du front est sous-cavé, alors les travaux sur le front est sont stoppés le temps de la nidification des hirondelles, et les opérations recommenceraient en octobre de la même année après le départ des oiseaux.

Article 4 – Modification de la remise en état

Le chapitre 9.1 « Remise en état » de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2018 est remplacé par :

« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément au plan de remise en état annexé au présent arrêté [annexe n°1].

La remise en état projetée consiste en un remblaiement de la zone exploitée à l'aide de remblais inertes extérieurs et des terres de découverte du site jusqu'à la côte du terrain naturel d'origine (TN), puis en une restitution en espaces agricoles.

La palissade créée en avant du front Nord-Est d'exploitation est maintenue [annexe n°2].

Une partie de la zone en avant du talus Nord-Est d'exploitation est remblayée avec des matériaux extérieurs inertes jusqu'au niveau du toit des alluvions. Puis, sur la banquettes de remblais ainsi créée, une palissade en bois est mise en place devant le front d'exploitation, à environ 1 m de celui-ci, avec des

planches épaisses (pour éviter qu'elles ne pourrissent trop vite). La palissade mesure 2,5 m de haut (correspondant à l'épaisseur initiale des limons), et 20 à 25 m de long.
L'espace créé entre le front d'exploitation et la palissade est comblé avec des matériaux sablonneux, les plus proches possibles de ceux actuellement utilisés par les oiseaux.

Sur cette palissade, les premiers 80 centimètres sur la partie inférieure sont recouverts de planches pleines (pour éviter toute possibilité de remontée de prédateurs). Le reste de la hauteur de la palissade sera recouvert :

- en bas, de planches préalablement trouées (diamètre d'environ 6 cm espacés d'environ 20 cm) ;
- au-dessus, d'une planche sur 2 (ce qui permettrait aux oiseaux de creuser eux-mêmes leurs trous).

Le dessus de la palissade sera uniquement recouvert de terre végétale afin d'éviter l'arrivée de prédateurs par le haut.

Lors du remblaiement de la phase 4, une marge de recul de 4 m est prise en compte par rapport à la palissade afin de maintenir un couloir libre pour le passage des hirondelles. Les remblais sont disposés en un talus de 45° jusqu'au pied de la palissade, soit un recul de 1,5 m en pied de palissade.

La topographie finale du site retrouvera sa topographie initiale, soit entre de 8,60 m NGF (au Nord) et 7,50 m NGF (au Sud).

L'exploitation des terrains sera conduite de façon coordonnée avec les opérations de remise en état. Les deux dernières années sollicitées seront consacrées à la finalisation du remblaiement du site et à sa remise en cultures.

Le remblaiement des terrains à la cote initiale nécessitera l'apport de matériaux extérieurs inertes.

La quantité de déchets inertes admis pour le remblaiement est d'environ 280 000 m³.

Cet apport ne pourra débuter qu'à partir de la deuxième année d'extraction afin de disposer d'un vide de fouille suffisant permettant d'éviter le contact de ces matériaux avec le gisement restant à extraire.

Le régalage des terrains (matériaux inertes) sera réalisé avec l'aide d'un boueur.

Nettoyage :

Simultanément aux opérations de réaménagement, les terrains dont l'exploitation est terminée sont nettoyés, et tout matériel d'exploitation retiré des lieux.

Lorsque que la cessation sera actée administrativement, les clôtures et panneaux seront enlevés.

L'exploitant notifie au préfet l'état d'avancement de la remise en état par le biais de l'enquête annuelle. »

Article 5 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Alizay et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article [R. 181-38](#) ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Les Andelys, le maire de la commune de Alizay, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Les Andelys,
- Monsieur le maire de la commune de Alizay,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

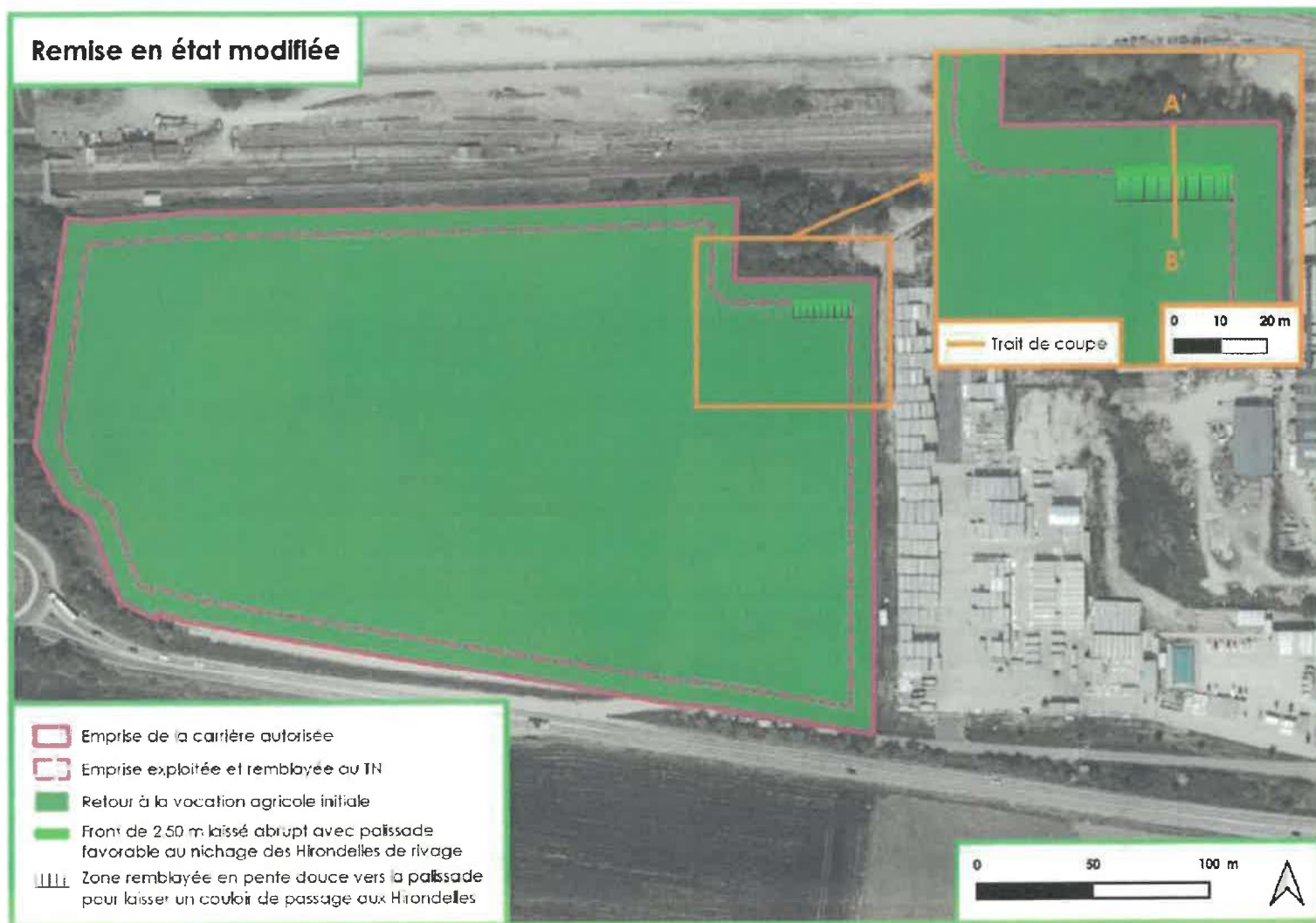
Évreux, le 8 avril 2024

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture

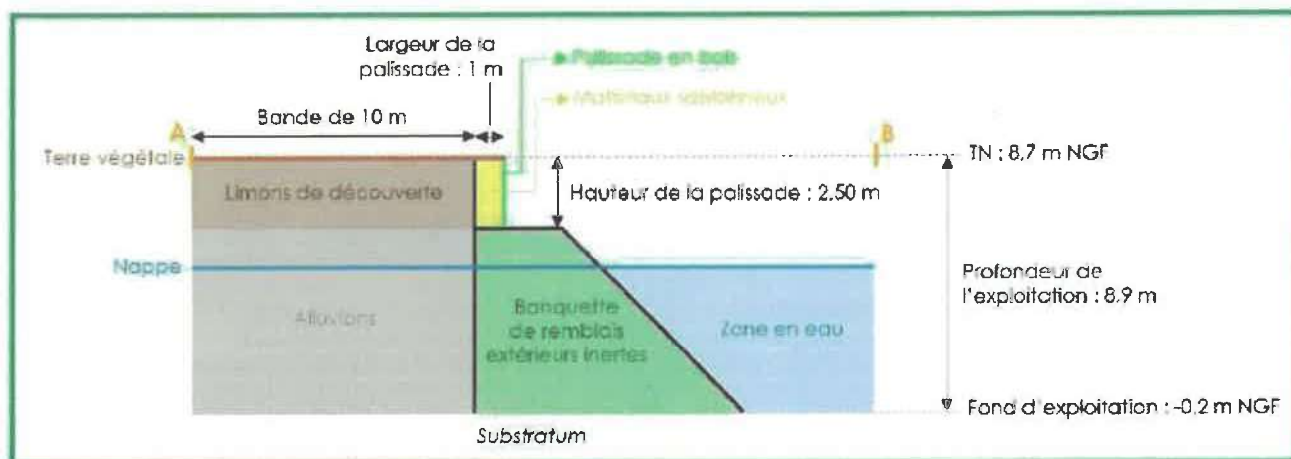


Alaric MALVES

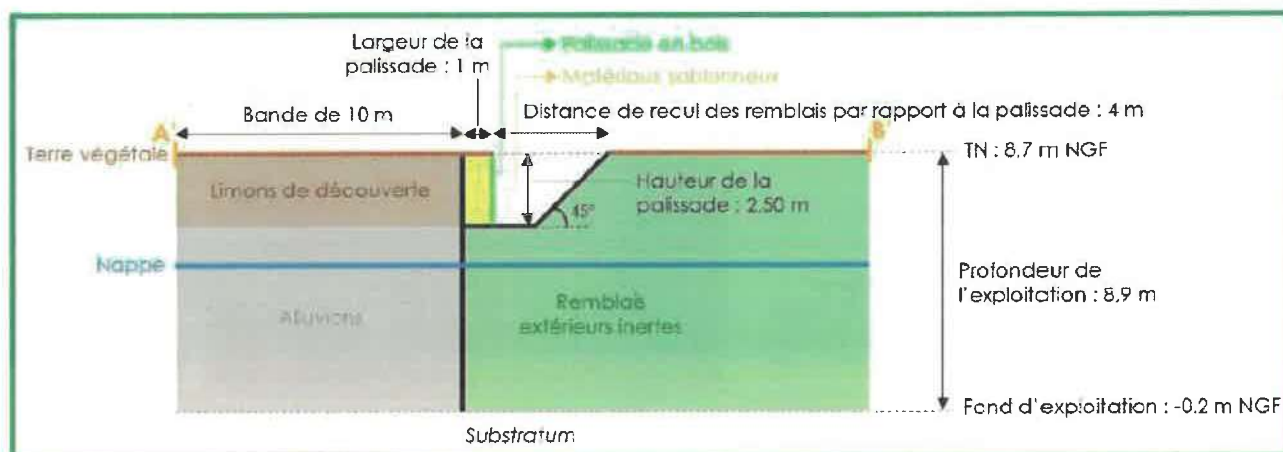
Annexe 1 – Plan de remise en état finale



Annexe 2 – Schéma de principe de la zone Nord-Est concernant l'accueil perenne des hirondelles de rivage



Coupe A-B : schéma de principe de la zone Nord-Est de la carrière au droit de la palissade qui sera créée



Coupe A'-B' : schéma de principe de la zone Nord-Est de la carrière au droit de la palissade qui sera laissée en place après remise en état